

DOSSIER 161

La nouvelle rétention de sûreté : éléments d'analyse

**Les principales causes de
nullité de l'audience pénale** 181

JURISPRUDENCE

Peines plancher

**Peines plancher en appel :
interprétation littérale des
« circonstances atténuantes »**

**Diffamation envers une collectivité
dépourvue de personnalité
juridique : chaque membre doit
se sentir atteint par le propos
diffamatoire**

**Demande d'exécution d'un mandat
d'arrêt européen : les juridictions
françaises n'ont pas à en contrôler
l'applicabilité**

Comité de rédaction

Alain Blanc, *Magistrat*

François-Louis Coste, *Magistrat*

Martine Herzog-Evans, *Professeur à l'Université de Reims*

Annie Kensey-Boudadi, *Socio-Démographe*

Direction de l'Administration pénitentiaire

Jocelyne Leblais-Happe, *Professeur à*

l'Université Paul Verlaine de Metz

Yann Le Bras, *Avocat*

31-35 rue Froidevaux
75685 Paris CEDEX 14
Tél. rédaction 01 40 64 53 13
Fax: 01 40 64 54 66
E-mail: ajpenal@dalloz.fr

PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Charles Vallée

RÉDACTION

Directeur éditorial

Philippe Weiss

Rédactrice en chef

Marie-Eve Charbonnier

Ont participé à ce numéro

Emmanuelle Allain

Jean-Paul Céré, *Professeur à Campos (Brésil)*

Carole Gayet

Martine Herzog-Evans

Sabrina Lavric

Juliette Lelieur

Gildas Roussel

Guillaume Royer

Claire Saas

Secrétaire d'édition

Raphaël Henriques

ABONNEMENT, MARKETING, PUBLICITÉ

Responsable marketing: Véronique Prugniaud

Relations clients: Marie-Hélène Tylman

Revue mensuelle (11 numéros par an)

BP 150, 94 208 Ivry-sur-Seine CEDEX

Tél. : 0 820 800 017 (0,12 € TTC / min.)

Fax: 01 40 64 89 92

Prix de l'abonnement 2008 (1 an)

France: 150 € TTC

Étranger: 168 € TTC

Prix au numéro: 17 € TTC

ISSN 1762 - 8407

N° CPPAP 1110 T 83884

Imprimerie Chirat 42 540 Saint-Just-la-Pendue

Dépôt légal : avril 2008

Ce numéro comporte un encart de quatre pages

« AJ Pénal/AJ Famille » non foliotées

ÉDITIONS DALLOZ

Société anonyme au capital de 3 956 040 €

Siège social: 31-35 rue Froidevaux - Paris 14^e

RCS Paris 572 195 550 - Siret 572 195 550 00098

Code APE: 221 A - TVA: FR 69 572 195 550

Filiale des éditions Lefebvre-Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément
publié dans la revue est interdite.

ÉDITORIAL 155

ACTUALITÉS 158

DOSSIER 161

**La nouvelle rétention de sûreté :
éléments d'analyse**

■ La loi n° 2008-174 du 25 février 2008 ou la mise à mort des « principes cardinaux » de notre droit
par Martine-Herzog Evans 161

■ La dangerosité des détenus. Un concept flou aux conséquences bien visibles : le PSEM et la rétention de sûreté
par Paul Mbanzoulou 171

■ Psychiatrie et justice : de nécessaires clarifications à l'occasion de la loi relative à la rétention de sûreté
par Jean-Louis Senon et Cyril Manzanera 176

PRATIQUES 181

■ Les principales causes de nullité de l'audience pénale
par Muriel Guerrin

JURISPRUDENCE 187

Pénal général

LOI PÉNALE

■ Application immédiate de la mise en exécution de la contrainte judiciaire par une lettre recommandée, *Crim. 16 janv. 2008* 187

■ Contrôle de la légalité de l'arrêté préfectoral de restitution de permis, *Crim. 30 janv. 2008* 187

PEINE

■ Les peines plancher en appel : interprétation littérale des « circonstances atténuantes », *Crim. 11 déc. 2007* 188

RESPONSABILITÉ PÉNALE

■ Responsabilité pénale des personnes morales à raison d'un délit non-intentionnel, *Crim. 15 janv. 2008* 189

Infractions

DIFFAMATION

■ La diffamation publique et l'injure envers une personne chargée d'un mandat électif doivent viser la fonction, *Crim. 29 janv. 2008* 190

■ Diffamation envers une collectivité dépourvue de personnalité juridique : chaque membre doit se sentir atteint par le propos diffamatoire, *Crim. 29 janv. 2008* 191

VEILLE

DOUANE

Avantages d'un jugement avant-dire droit et compétence des juges saisis sur le fond, *Crim. 26 févr. 2008* 192

A I R E

Commission de conciliation et d'expertise douanière et indépendance des juges du fond, *Crim.* 20 févr. 2008 **192**

Procédure pénale

COMPÉTENCE

■ Seuls les actes de la procédure effectués par un juge d'instruction manifestement incompétent peuvent être frappés de nullité
Crim. 15 janv. 2008 **192**

CRIMINALITÉ ORGANISÉE

■ Sonorisation de domicile : exigence d'une commission rogatoire spéciale, *Crim.* 13 févr. 2008 **193**

DÉTENTION PROVISOIRE

■ Renvoi après cassation et maintien en détention
Crim. 29 janv. 2008 **194**

JUGE D'INSTRUCTION

■ Refus d'informer, responsabilité pénale personnelle et chose jugée,
Crim. 15 janv. 2008 **194**

MANDAT D'ARRÊT EUROPÉEN

■ Demande d'exécution d'un mandat d'arrêt européen : les juridictions françaises n'ont pas à en contrôler l'applicabilité
Crim. 21 nov. 2007 **195**

VEILLE

ACTION CIVILE

Accident du travail et recours de la caisse de sécurité sociale
Crim. 5 févr. 2008 **196**

AIDE JURIDICTIONNELLE

Demande d'aide juridictionnelle tardive et droit à un procès équitable
Crim. 15 janv. 2008 **196**

CASSATION

Dépôt d'un mémoire à l'appui d'un pourvoi du ministère public : respect du délai d'un mois, *Crim.* 23 janv. 2008 **196**

DÉTENTION PROVISOIRE

La chambre de l'instruction peut se réserver le contentieux de la détention provisoire pour prolonger une détention, *Crim.* 12 févr. 2008 **196**

DIFFAMATION

Le désistement du plaignant éteint l'action à l'égard de tous
Crim. 29 janv. 2008 **197**

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE

Infractions à la conformité de produits alimentaires : étendue du pouvoir des gendarmes, *Crim.* 5 févr. 2008 **197**

FRAIS ET DÉPENS

Frais d'expertise d'un psychologue : des frais de justice criminelle taxés selon le tarif de la juridiction civile, *Crim.* 12 févr. 2008 **197**

QUALIFICATION

Le prévenu doit pouvoir formuler des observations en cas de requalification,
Crim. 13 févr. 2008 **197**

Exécution des peines

JUGE D'APPLICATION DES PEINES

■ La Chap juge du fond, le terroriste et l'intérêt des victimes
Crim. 26 sept. 2007 **197**

ABUS DE BIENS SOCIAUX

Action sociale Absence de mise en cause de la société ... 36

ACTION CIVILE

Indemnisation Sécurité sociale – Recours ... 196

AIDE JURIDICTIONNELLE

Demande tardive Conséquence sur l'action ... 196

APPLICATION DE LA LOI DANS LE TEMPS

Contrainte judiciaire Mise à exécution ... 187

AUDIENCE PÉNALE

Nullité Causes ... 181 P

CASSATION

Pourvoi du ministère public Dépôt tardif au greffe de la Cour de cassation ... 196

COMPÉTENCE

Compétence territoriale Juge d'instruction – Faux communiqué par voie électronique ... 192

CRIMINALITÉ ORGANISÉE

Sonorisation Conditions – Commission rogatoire spéciale ... 193

DÉTENTION PROVISOIRE

Prolongation Chambre de l'instruction – Réserve du contentieux ... 196
Renvoi après cassation ... 194

DIFFAMATION

Diffamation publique Personne chargée d'un mandat électif – Critique de la fonction ... 190
Honneur Collectivité – Absence de personnalité juridique ... 191
Procédure Désistement du plaignant – Extinction de l'action 197

DOUANE

Exportation Marchandises prohibées – Aides communautaires ... 192
Importation Marchandise prohibée – Fraude ... 192

DROITS DE L'HOMME ET LIBERTÉS FONDAMENTALES

Procès équitable Demande tardive d'aide juridictionnelle 196

FRAIS D'EXPERTISE

Expertise psychologique Détermination – Procédure de divorce ... 197

JUGE DE L'APPLICATION DES PEINES

Compétence d'attribution Terrorisme ... 197

LOI PÉNALE

Exception d'illégalité Arrêté préfectoral de restitution de permis ... 187

MANDAT D'ARRÊT EUROPÉEN

Exécution Double incrimination – Contrôle de la qualification ... 195

PEINE

Peines plancher Circonstances atténuantes ... 188

PERQUISITION

Sécurité alimentaire Pouvoirs des gendarmes ... 197

QUALIFICATION

Requalification Droits de la défense – Observations ... 197

RESPONSABILITÉ PÉNALE

Personne morale Accident du travail ... 189

RÉTENTION DE SÛRETÉ

Loi n° 2008-174 du 25 février 2008 Analyse de la loi ... 161 D
Notion de dangerosité. 171 D
Rapports psychiatrie et justice ... 176 D

VICTIME

Intérêts Exécution des peines ... 197

D : dossier P : pratiques